

pénurie d'orge, une augmentation de son prix sur le marché libre et, partant, une hausse de leurs coûts de production.

Ceux qui cultivent des graines de fourrage ont aussi des réserves. Comme je l'ai déjà dit, il ne fait aucun doute que le secteur bancaire se réjouit, et à juste titre d'ailleurs. Je peux vous dire par expérience qu'un tel programme joue un rôle très utile, car une personne peut dire à sa banque: «Je peux vous garantir que chaque acre me rapportera tant.» Les producteurs agricoles ne pouvaient pas dire cela ces dernières années. C'est la partie intéressante.

Ce qui m'inquiète, et je suis très sincère, c'est ce que l'on compte faire de ce programme à long terme. Nous sommes tous sincères et nous essayons tous de faire de notre mieux, mais je ne suis pas certain qu'on ait pris le temps d'étudier en détail la situation à long terme. Cette année et l'année prochaine, ça ira, car le gouvernement va affecter de l'argent, surtout ces deux prochaines années car—je n'aime pas dire cela—il y a des élections qui s'en viennent. Ce n'est pourtant pas cela qui va changer la situation. Ce sont les marchés qui vont changer la situation; l'incertitude qui règne au GATT; l'impossibilité actuelle de régler quoi que ce soit au GATT.

D'après ce que l'on entend au GATT, le règlement que nous espérons pour le 1^{er} décembre 1990 pourrait ne pas intervenir avant encore deux ans. Si c'est le cas, nous savons que la guerre commerciale et la guerre des subventions entre les trésoreries de la Communauté Européenne et des États-Unis va continuer, et que cela ne nous laisse aucune chance. En tant que pays, nous n'avons pas les moyens de jouer ce jeu. Si nous ne pouvons plus exporter, les prix baisseront, ce qui signifie que ces programmes devront verser de plus en plus d'argent. Pourtant, ils seront nécessaires. Pour le court terme, ça ira, il n'y a pas de doute là-dessus.

Malheureusement, comme toujours et comme c'est le cas partout dans le monde, les producteurs de produits de base se font toujours promettre quelque chose pour «l'année prochaine». Espérons que ce sera le début d'un type de programme ou de combinaison de programmes qu'on pourra modifier, surveiller et améliorer au cours

des années, pour que les agriculteurs ne vivent pas au jour le jour, 12 mois par année, en se demandant s'ils tiendront jusqu'à l'année suivante.

M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, je voudrais seulement demander au député de faire un ou deux commentaires.

Il a parlé brièvement du risque moral que comporte le programme. Les agriculteurs prendront leurs décisions en fonction du programme. Ils sèmeront autre chose que ce qu'ils auraient semé normalement et ils mettront probablement en production des terres marginales. N'est-ce pas le contraire de ce que nous voulons? Je ne crois pas que les agriculteurs voient le programme de cette façon. Ils veulent un programme sur lequel ils peuvent compter et qui leur permette de poursuivre des objectifs à long terme. Tout programme comporte un risque moral. Dites-vous aussi que les programmes sont surfinancés et qu'ils sont trop riches pour que ce risque soit sérieux?

M. Vanclief: Madame la Présidente, je rappelle à mon collègue que j'ai dit que je n'aimais pas que ce genre d'abus se produise, mais en réalité, c'est ce qui arrive dans les concessions. À cause de la situation financière dans laquelle peuvent se trouver certains agriculteurs et leur secteur de l'industrie, ils doivent, comme n'importe quel homme d'affaire, trouver le moyen le plus efficace et le plus facile de faire le plus de bénéfices possible, cette année. C'est ce qu'ils font, même s'ils ne doivent pas le faire. Ils savent qu'ils ne devraient pas agir ainsi, mais ils n'ont pas le choix.

En ce qui concerne l'argent investi dans le programme, je n'ai pas dit qu'il y en avait trop. J'ai dit qu'il faudra surveiller la façon dont il sera dépensé. Nous devons pouvoir expliquer aux Canadiens pourquoi nous le dépensons et nous devons en justifier l'utilisation, comme toute entreprise, tout gouvernement ou tout parlementaire doit le faire. Le ministère, le gouvernement et l'opposition doivent mieux expliquer aux Canadiens à quoi sert l'argent qu'ils investissent dans cette industrie.

Initiatives ministérielles